



de sexe ne peuvent pas être questionnés (parce que culturels), alors tout dialogue sur les valeurs s'avère impossible ! Il n'est pas rare, pourtant, que les ONG, d'ordinaire si promptes à dénoncer les inégalités de richesse, adhèrent dans ce cas-ci au fait culturel.

Le genre est également déconsidéré comme étant une mode, un argument de marketing, un rituel imposé par le discours politique ambiant au niveau international, auquel il convient de se soumettre pour obtenir un financement. Existente enfin des résistances au féminisme « officiel », qui impose par le haut ses cadres d'analyse.

■ D'autres résistances sont d'ordre conceptuel.

Beaucoup de décideurs politiques ou de gestionnaires de projets ou programmes continuent à considérer le genre comme une idée floue ou fantaisiste. Cette résistance peut être due à la mauvaise compréhension du concept de genre. Le genre est tout simplement utilisé à la place du terme « femmes », par effet de mode, sans en cerner toute la portée heuristique et les conséquences pratiques. À l'inverse, l'emploi du terme genre, mal compris, peut avoir des effets inattendus : par exemple diluer la notion de rapports sociaux de sexe au profit de tous types d'inégalités (3).

Si le terme genre, dans sa nouveauté conceptuelle, pose question (4), que dire alors des concepts clés d'*empowerment* et de *mainstreaming* (5), dont la concrétisation ne va pas de soi ?

■ Des résistances sont sociologiques ou psychologiques.

Le plus fréquemment, elles tiennent au machisme ou aux comportements acquis par l'éducation et à travers tous les mécanismes récurrents de la socialisation. Ces mécanismes laissent accroître, souvent avec des justifications religieuses (6), que les rôles prescrits réfèrent à des comportements ou des pratiques individuelles et répondent à des comportements « naturels » ou « choisis ». Cette naturalisation réfute la portée collective des inégalités de genre et les dépolitise. Naît alors l'idée que ces problèmes des femmes sont une affaire de femmes, qu'on peut leur concéder en les laissant les gérer entre elles, loin à la marge des enjeux centraux.

En outre, ces résistances induisent en erreur en associant la « différence » (femmes et hommes ne sont pas semblables) avec l'inégalité.

... et dans sa mise en œuvre

■ Des résistances que l'on peut qualifier de « techniques » portent sur les méthodologies et les procédures.

Des évaluations et des recherches ont montré que les personnes ne savent pas toujours comment concrétiser leur engagement pour l'égalité de genre. Vrai ou faux argument, elles se demandent comment faire, évoquent le manque d'indicateurs ou, plus

(3) Par exemple, dans de nombreuses formations assurées en Afrique de l'Ouest, a été transmise l'idée que le genre est un outil permettant aussi d'analyser les relations inégalitaires entre riches et pauvres, vieux et jeunes.

Pour plus de précisions, voir **H. Ryckmans**, *La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets et politiques de développement en Afrique francophone*, 16 p.,

Communication au Colloque international UEPA-INED-ENSEA, « Genre, population et développement », Abidjan, juillet 2001 et « La formation en Genre dans le monde francophone : pratiques et enjeux », in *Échos du COA*, n° 104, septembre 2004, p. 12-16.

(4) Ne serait-ce pas plus vrai en France qu'au Québec, en Belgique ou dans bon nombre de pays d'Afrique francophone ? Ce qui marque tout à la fois la réticence à nommer les inégalités, l'attachement à l'orthodoxie de la langue et la prétention universaliste du modèle d'égalité français.

(5) *L'empowerment* réfère à l'autonomisation des femmes, au renforcement de leur pouvoir. Le *mainstreaming* signifie la prise en compte des spécificités femmes/hommes de manière systématique et transversale, d'un bout à l'autre de toute action ou projet.

(6) Qui fixent un statut inférieur aux femmes, consacrent leur rôle traditionnel de mère et d'épouse et légitiment le modèle de la « complémentarité » entre homme et femme.